

Contrôle sur l'exécution de la loi de Finances 2016

Le rapport de la Cour des Comptes désormais au Parlement

O. N.
Libreville/Gabon

LE premier président de la Cour des Comptes, Gilbert Ngoulakia, et ses collègues de ladite juridiction financière, étaient, hier, au Parlement. D'abord à l'Assemblée nationale ; puis au Sénat. C'était dans le cadre de la remise aux présidents des deux Chambres du Parlement le rapport de contrôle d'exécution de la loi des Finances 2016. Cela en vue du vote prochain de la loi de Règlement 2016. Le document remis tour à



Le premier président de la Cour des Comptes, Gilbert Ngoulakia, remettant le rapport à la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson Mbousou.

tour à Richard-Auguste Onouvié, le président de l'Assemblée nationale, et à Lucie Milebou Aubusson Mbousou, son homologue du Sénat.



Une vue des magistrats de la Cour des Comptes présents au Sénat hier.

à la manière dont le gouvernement (qui n'a pu recevoir

ledit rapport hier pour cause d'incompatibilité d'agendas entre le Premier ministre et la Cour des Comptes) a exécuté le budget 2016. C'est donc en ce sens que ce rapport permettra aux députés et sénateurs de mieux examiner le projet de loi de Règlement présenter par le ministre en charge du Budget.

Notons que, entre autres éléments, le rapport dont sont destinataires l'Assemblée nationale, le Sénat et le gouvernement, contient également des recommandations formulées par les magistrats de la Cour des Comptes.

Vie des partis/Alliance pour le changement et le renouveau (ACR)

Bruno Ben Moubamba à Bruxelles

AEE
Libreville/Gabon

LE président de l'Alliance pour changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba, s'est rendu à Bruxelles (Belgique), mercredi dernier, "pour participer au Globe's Forum, organisé au Parlement européen", a-t-il annoncé sur sa page Facebook. Un forum où il s'est présenté, a-t-il indiqué, comme "un gréviste de la faim". Au

cours de ces assises auxquelles prennent part d'autres personnalités, l'ancien vice-Premier ministre du gouvernement "Issoze Ngondet I" est intervenu pendant près de 15 minutes. Dans son allocution, il a abordé plusieurs sujets dont "l'esclavage des immigrés en Libye" et les "relations entre l'Europe et l'Afrique". Occasion pour l'ancien candidat malheureux à la Présidentielle du 27 août 2016 d'appeler à un nouveau partenariat entre l'Union européenne

et le continent noir. Et Bruno Ben Moubamba d'interpeller les nouvelles générations africaines quant à la nécessité d'un changement et d'un "renouveau de la gouvernance africaine". Avant son départ pour Bruxelles, le leader de l'Alliance pour le changement et le renouveau, qui magnifie toujours son soutien au président Ali Bongo Ondimba, n'a pas manqué de souligner que ce voyage n'entache en rien sa grève de la faim. "Je suis toujours en grève de la faim, a-t-il

écrit sur sa page facebook, Je me présenterai au Parlement européen en tant que gréviste de la faim. Et je poursuivrai cette grève jusqu'à la tenue du Congrès du Parti démocratique gabonais (PDG) à la mi-décembre." Et Bruno Ben Moubamba d'ajouter : "Tout cela, encore une fois, dans l'intérêt du pays." Il faut rappeler que l'ancien patron de l'Habitat dans les équipes successives du Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet, avant d'en

être débarqué pour des questions de mauvais comportement, observe une grève de la faim depuis plusieurs semaines. Une manière pour lui de combattre le "système Bongo-PDG" dont il prône la fin. Allant jusqu'à faire le pari de ne cesser son mouvement de grève qu'au lendemain de la disparition dudit système. Tiendra-t-il ? C'est en tout cas la question que se posent les uns et les autres.



Bruno Ben Moubamba, répondant aux questions de la presse au terme de son allocution au Globe's Forum.

Projet de révision constitutionnelle

Dieudonné Minlama entend s'investir

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Le président du parti "Ensemble pour la République" s'est engagé à prendre ses "responsabilités" pour l'aboutissement de ce projet et le raffermissment de la démocratie. Ce d'autant que, selon lui, il faut éviter que "notre pays ne retombe dans les affaires du passé".

DIEUDONNE Minlama Mintogo a dit être favorable au projet de révision constitutionnelle proposé par l'Exécutif. Au cours de la déclaration qu'il a faite, hier dans son bureau au quartier "Ancienne Sobragna", le président du parti "Ensemble pour la République", s'est montré disposé à prendre ses responsabilités dans ce débat "d'importance" qui engage l'avenir du Gabon. «Je n'ai d'autres ambitions, a-t-il relevé, que de contribuer au raffermissment de la démocratie et à l'amélioration de notre vivre ensemble.» Et d'ajouter : «J'entends m'investir pour éviter que notre pays ne retombe dans les affaires du passé. J'espère poser les vraies questions sans arrière-pensées, ni faux-fuyants.»

En outre, l'ancien candidat à la Présidentielle d'août 2016 a indiqué que ce projet de ré-

vision constitutionnelle reste "fidèle" aux recommandations du Dialogue politique d'Angondjé. Ce d'autant que, a-t-il précisé, «au cours du Dialogue politique, la Commission 1, qui traitait de la réforme des institutions et de la consolidation de l'Etat de droit démocratique, dans laquelle j'ai été membre, a abordé la question constitutionnelle". Tout comme, Dieudonné Minlama a tenu à souligner qu'un tel projet vise, dans un premier temps, «une meilleure gouvernance et une grande lisibilité de l'action des pouvoirs publics par les citoyens.» Ajoutant que, dans l'immédiat, «elle doit nous apporter des réponses aux difficultés vécues jusque-là. Surtout, elle doit nous permettre de partir de l'avant et retrouver notre cycle électoral classique.» Dès lors, dans la perspective des prochaines Législatives, l'orateur a invité la classe politique gabonaise à définir un chronogramme "réaliste" de mise en œuvre des accords politiques. Toute chose qui favoriserait l'organisation des élections législatives «crédibles, dont les résultats seront acceptés par tous.» Par ailleurs, le président de l'Observatoire national de la démocratie est revenu sur quelques sujets d'actualité, notamment l'état de la route



Dieudonné Minlama Mintogo lors d'une précédente sortie.

nationale et la réforme du système de retraite. Sur le premier point, le natif de Bitam s'est indigné de la dégradation "avancée" de l'axe Libreville-Kango. Aussi, a-t-il interpellé le chef de l'État afin que cette problématique soit classée comme «la priorité des priorités et d'en faire une question d'honneur et de souveraineté» au moment où, a-t-il relevé, le Gabon «vient d'accorder la libre circulation des personnes aux ressortissants de la Cémac.» S'agissant de la réforme du système des retraites, même si Dieudonné Minlama accueille favorablement ce projet, il réfute, toutefois, l'idée de prolonger l'âge de la retraite à 63 ans. Il a dénoncé la suspension des recrutements des jeunes dans la Fonction publique, à l'heure où on parle de décennie de la jeunesse.

Son Excellence *Léon MBA*
28 Novembre 1967 - 28 Novembre 2017

La Fondation Président Léon MBA
Pour la culture, les sciences et les droits de l'Homme

et sa famille, ont l'honneur d'annoncer au peuple gabonais, le 50ème anniversaire du décès du père de l'indépendance, le **Président Léon MBA**, mort dans l'exercice de ses fonctions.

Ils invitent chaque gabonais d'origine et d'adoption à se souvenir de lui en prenant part à la messe d'action de grâces qui sera célébrée en son honneur, **le mardi 28 Novembre 2017 à 16 heures**, en l'Eglise Saint Pierre de Libreville.

1^{er} PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE